

Editorial



In terms of consumer protection, what is more commonly accepted than the objectives of the European Commission? It would like to empower consumers by creating a more transparent market, reinforcing their well-being from the point of view of quality, diversity, accessibility, security and, lastly, protecting them from risks and serious threats. This is an extensive programme, which the Commission began with the publication of a proposal for a directive reviewing the *acquis communautaire* in the field.

Several studies and surveys show the great diversity of obstacles faced by European consumers when considering a cross-border purchase: linguistic and cultural differences, the absence of legal redress, etc. The rapid development of technologies and digital services has created new forms of commerce and new means of transactions between consumers and businesses. These changes pose new challenges, but also raise tricky

questions on users' rights. In this context, the Commission's initiative is of course welcomed.

In its approach, the Commission claims to seek the right balance between protection of consumers and competitiveness of businesses. Must we share this opinion? In advocating full harmonisation, the Commission promotes the establishment of rules protecting consumers at the very least. Is there not a danger of a race to the bottom, to the detriment of European consumers' legal certainty? We had these discussions at a conference organised at the European Parliament on 8 October 2009. I noted highly divergent positions on a subject which will be one of the key dossiers in 2010.

Another major current-affairs subject in recent weeks is the publication by the Commission of a long-awaited proposal for a regulation on cross-border successions. We have supported this project which clarifies the rules applicable to successions, to the benefit of citizens and their families. However, discussions will be harsh on this dossier as well. In this issue, I propose an initial analysis drawn up by Mr Pascal Chassaing, Chair of the CNUE working group on the subject. We will also strive to, in the coming issues, accommodate our wish to provide readers with global articles on European news and the publication of more in-depth analyses. ■

Bernard Reynis, President of the CNUE

Editorial

Tribune

- Mme Bernadette Vergnaud, euro-députée : « la volonté d'harmonisation ne doit pas affaiblir la protection des consommateurs » p.2

EU News

- Protecting consumer rights: the BEUC's point of view p.3
- La simplification annoncée des successions transfrontalières dans l'UE p.4
- Commission européenne : une proposition législative sur les régimes matrimoniaux pour l'année 2010 p.5
- Bulgaria: launch of a will register p.5

Comments

- The Notaries of Europe and the priorities of the next European Commission p.6

Best Practice

- A contribution by Spanish notaries to fight and prevent money laundering p.6

Pour recevoir la lettre d'information au format électronique, envoyez un e-mail à newsletter@cnue.be

To receive the newsletter by email, please contact us at: newsletter@cnue.be

Visit the Notaries of Europe website at the following address: www.cnue.eu

Droits des consommateurs : la volonté d'harmonisation ne doit pas affaiblir la protection des consommateurs

La proposition de directive sur les droits des consommateurs constitue un des principaux sujets pour le début de la nouvelle législature. Aussi, avons-nous demandé à Mme Bernadette Vergnaud, eurodéputée (PSE, France) et Vice-présidente de la commission Marché intérieur, ses éclaircissements sur les débats en cours et les enjeux de ce futur instrument communautaire.



Mme Bernadette Vergnaud,
eurodéputée et
Vice-présidente de la
commission Marché
intérieur

La proposition de directive présentée par la Commission européenne fin 2008 doit réviser quatre directives sectorielles existantes en proposant une approche horizontale, mais surtout avec l'objectif premier d'harmoniser pleinement la législation européenne en la matière.

La volonté de la Commission est claire : les importantes disparités entre les législations des 27 Etats membres constituent un frein au bon fonctionnement du marché. Cela entraîne un coût considérable pour les entreprises qui peut les pousser à refuser de vendre à l'étranger, tandis que les consommateurs hésitent à acheter dans un autre pays de l'UE par manque de confiance.

Pour y remédier, la Commission défend l'idée d'une pleine harmonisation des législations nationales, ce qui paraît a priori adaptée à la situation, à condition toutefois d'avoir une législation européenne complète et précise, puisque toute adaptation nationale devient impossible. Or, je constate que malheureusement, le compte n'y est pas.

Tout d'abord, il existe des incertitudes quant au champ d'application, avec

de nombreuses exceptions, comme les ventes de voyages à forfait ou les services financiers. De même, le flou de certaines définitions peut poser de sérieux problèmes : un « bien » est défini comme un « meuble corporel », ce qui non seulement exclut les produits numériques dématérialisés mais va amener la Cour de Justice à devoir en préciser la définition.

La principale critique que j'adresserais au texte, c'est le risque d'abaissement du niveau de protection des consommateurs dans certains cas. Si l'harmonisation se veut complète, elle n'est pas à proprement parler maximale. Ainsi, l'impossibilité pour un Etat de maintenir ou de créer des règles plus strictes va *de facto* entraîner un nivellement par le bas dans de nombreux Etats, sans améliorer significativement la situation dans les autres.

Un exemple récent des conséquences d'une harmonisation maximale en la matière est l'arrêt de la Cour VTB-VAB NV du 23 avril dernier qui déclare l'incompatibilité de certaines règles nationales belges (notamment sur les ventes liées) avec la directive relative aux pratiques commerciales déloyales. Si le principe de pleine harmonisation est étendu aux autres directives, ce sont des pans entiers des droits nationaux qui sont menacés de non conformité, et ce potentiellement au détriment des consommateurs. Cela pourrait par exemple être le cas dans le secteur de l'immobilier en France, si les clauses rendues illicites par la loi du 6 juillet 1989 ne sont pas reprises

dans la liste « noire » de l'annexe II de la directive.

En l'état actuel, la proposition se contente, à mon sens, de supprimer les barrières aux échanges transfrontaliers sans apporter de réelle plus-value pour les consommateurs. Dès lors, plusieurs Etats membres et associations de consommateurs ont fait part de leurs réserves, rejoints en cela par la plupart des députés de la commission du Marché intérieur. La Commission pour sa part défend fermement le principe de pleine harmonisation, mettant en avant le progrès que cela constitue pour les entreprises.

Pourtant, l'harmonisation complète n'est pas la seule option. Une solution pourrait être l'approche de « l'icône bleue », qui consiste à créer un régime européen spécifique, parallèle aux 27 législations nationales, et pour lequel les parties pourraient opter lors d'une transaction transfrontalière. Néanmoins, il me semble plus adapté de mettre en place une harmonisation mixte. Celle-ci introduirait une harmonisation maximale des éléments horizontaux (définitions, délais de rétractation, etc.) afin de garantir aux consommateurs une protection de base commune pour les transactions transfrontalières. Parallèlement, le principe d'harmonisation minimale serait maintenu pour les autres points, permettant ainsi aux Etats membres de maintenir un meilleur niveau de protection s'ils le désirent et de garantir une réactivité élevée face aux évolutions du commerce, ce que ne permet pas la lente révision d'un texte communautaire. ■

EU News

Protecting consumer rights: the BEUC's point of view

Echoing debates on the draft Directive on consumer rights, the CNUE organised on Thursday 8 October 2009 a discussion evening at the European Parliament in Brussels, on the topic "What protection do EU consumers need?". Discussions revealed that significant doubts were present concerning the level of consumer protection provided by the Commission proposal. We wished to raise the subject with one of the speakers, Ms Monique Goyens, Director of BEUC (www.beuc.eu), whose organisation represents 43 national consumer organisations in Brussels.

Does the proposal for a Directive, in its current form, meet the expectations of European consumers, particularly regarding legal certainty?

The proposal for a Directive does not meet the legitimate expectations of European consumers: while facilitating professionals' cross-border offers, the proposal reduces the level of protection enjoyed by consumers in several Member States. It does not include any measures which would facilitate, on a practical level, cross-border consumer contracts from a consumer's point of view, and it does not respond to the specific difficulties encountered by consumers regarding contracts concluded via the internet. It does not offer the legal certainty it claims to provide, neither to professionals, nor consumers, because, though it is presented as a full harmonisation tool which is supposed to level out the statutory differences between Member States. In reality, it is combined in a very uncertain way with civil contract law, which continues, meanwhile, to differ considerably between States. It also creates a false feeling of legal certainty, which is detrimental to



Ms Monique Goyens, Director of BEUC, speaking at the discussion evening on 8 October 2009

the confidence of consumers and professionals in the Internal Market.

Does the Directive's objective to apply complete harmonisation in certain fields of consumer law seem relevant to you?

In terms of consumer protection, it is acceptable to provide complete harmonisation in some European rules of law, insofar as they relate to technical aspects (duration and modalities of the retraction period, definition of consumer, etc.) and provided that this harmonisation is done at a higher level of consumer protection. This is not the case here. Furthermore, the concept of complete harmonisation is irrelevant for rules which are intrinsically linked to national cultures, or those which are an offshoot of general contract law and cannot develop independently of it. Also, it is important to allow Member States to react to developments which are not expected by the Directive and which are harmful to consumers: the fact that a Member State cannot provide an adequate reaction to such situations is an abandonment of sovereignty – and a decline in legal certainty for consumers – which is unacceptable, particularly because the harmonised European system does not have the same responsiveness.

In your speech, you highlighted the need to allow European consumers to resort to collective action to obtain compensation. Are these group procedures currently being considered by the Commission?

Two projects are being considered, they are at various stages of progress:

- on the one hand, a proposal for a Directive aimed at group action for violation of competitive law, prepared under the aegis of Ms Kroes, which should be submitted for approval by the College of Commissioners in the coming weeks. We support this initiative. It is true, however, that mandate changes at the Commission disrupt the organisation of its agenda. We fear that, if the discussion on the proposal is delayed, the next Commissioner for Competition could withdraw it, which, in terms of the protection of victims of anti-competitiveness conduct, would be a considerable setback.
- and on the other hand, Ms Kuneva's services are working on an initiative which will allow group action in any situation where the consumers are victims of illegal practice. This initiative is, to my knowledge, currently studying the impact of various possible options. ■

La simplification annoncée des successions transfrontalières dans l'UE



Me Pascal Chassaing, président du groupe de travail du CNUE sur les successions

Le nombre de successions dans l'Union européenne est évalué à 4,5 millions chaque année, dont environ 10% comportent un élément international. La valeur de ces successions internationales est estimée à 123 milliards d'euros par an. Après plusieurs reports, la Commission européenne a adopté, mercredi 14 octobre 2009, une proposition de règlement visant à faciliter, pour les citoyens européens, la résolution de ces successions transfrontalières. La proposition devra être adoptée selon la procédure de codécision avec le Parlement européen. Les négociations ont d'ores et déjà commencé sous la Présidence suédoise du Conseil de l'UE. Afin d'en présenter le contenu, Me Chassaing, président du groupe de travail du CNUE sur le sujet, nous apporte son éclairage.

C'est un événement attendu et préparé que constitue la proposition de règlement de la Commission. Depuis presque dix années en effet, les travaux préparatoires (rapport du Deutsches Notarinstitut, Livre vert...) se sont succédés et ont conduit au projet publié le 14 octobre 2009. Trois sujets émergent des 51 articles présentés.

1 L'unité de la loi successorale.

Une seule loi régira dorénavant toutes les questions relatives à une succession. Solution classique pour les pays déjà habitués à ce régime unitaire, situation très nouvelle pour les Etats appliquant la loi de situation de l'immeuble en différence avec la loi successorale générale, le cas échéant. C'est une volonté d'unification et de simplification recherchée pour la facilité du règlement des successions. Soyons certains que ce sera une forte transformation pour nombre de pays connaissant le régime scissionniste, qui méritera un accompagnement des praticiens que l'on évoquera plus loin.

2 La loi successorale applicable. Elle sera soit déterminée objectivement, soit choisie volontairement par la personne elle-même de son vivant. C'est la loi de la résidence habituelle du défunt au moment de son décès qui est retenue, considérée comme la plus proche du centre d'intérêts du défunt et du lieu où se trouvent la plupart de ses biens. Notons qu'il est fait référence à la résidence et non au domicile, ce qui donne une priorité sur la notion de fait de la résidence et une certaine permanence en retenant le caractère habituel de celle-ci.

Mais c'est aussi un choix personnel (ou *professio juris*) qui peut être demain envisagé, limité toutefois à la loi nationale du défunt. Cette restriction a sans doute été dictée par les craintes souvent exprimées de détournement des règles d'ordre

public de la réserve héréditaire dans certains pays. Mais il est aussi relevé qu'avec sa propre succession on peut vouloir préserver et maintenir les liens culturels et les traditions d'avec son pays d'origine.

3 Le certificat successoral européen (CSE). S'il apparaît à l'avant dernier chapitre de la proposition, le CSE n'en constitue pas moins, aux yeux du praticien, une véritable clef de voûte de l'ensemble. Ce nouvel instrument ne se substitue pas aux règles propres et habituelles de chaque Etat pour établir les qualités successorales des ayants droit. Délivré par la même autorité qui s'occupera de la succession et reposant sur le droit local, il sera établi uniquement lorsqu'il sera nécessaire de justifier dans un autre pays de la vocation successorale.

Il constituera la preuve de la qualité des héritiers, de légataires et des pouvoirs des exécuteurs testamentaires ou des tiers administrateurs. L'intérêt est manifeste, d'autant qu'il sera reconnu de plein droit dans tous les Etats membres de l'Union européenne, avec un contenu présumé correspondre à la réalité juridique applicable.

Une telle proposition est ambitieuse dans ses objectifs et devra avoir le soutien actif de tous les notariats européens pour assurer un bon succès de ces nouveaux instruments au service d'une simplification des successions, moment toujours délicat dans l'histoire des personnes et des familles. ■

Consultez la proposition de la Commission à l'adresse suivante :
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0154:FIN:FR:PDF>

Consultez le communiqué de presse du CNUE à l'adresse suivante :
<http://www.cnue.be/fr/000/actualites/cp-reglement-successions-14-10-09-fr.pdf>

EU News

Commission européenne : une proposition législative sur les régimes matrimoniaux pour l'année 2010

Après la publication d'un Livre vert en juillet 2006 et dans l'optique d'une proposition législative, attendue vraisemblablement pour le début de l'année 2010, la Commission européenne a organisé, le 28 septembre 2009 une audition publique concernant les régimes matrimoniaux et les conséquences patrimoniales de la séparation des couples. Lors de l'audition, la Commission a dévoilé aux participants les lignes directrices de sa future proposition. Ainsi, cette dernière ne visera pas à harmoniser les droits matériels des États membres en matière de régimes matrimoniaux ou assimilés, mais à réduire les obstacles actuellement rencontrés par les citoyens européens, et à renforcer la sécurité et la prévisibilité juridique.

Concernant le champ d'application, la Commission aurait l'intention de prévoir une liste de matières exclues, telles que les obligations alimentaires et les questions relevant du droit des successions. La question de savoir si la situation des couples non mariés devrait être abordée suscite quelques réticences parmi certains États membres. Enfin, un autre point fait débat : l'instrument communautaire devra-t-il se limiter aux effets patrimoniaux des régimes matrimoniaux, ou inclure également les effets personnels ? Par ailleurs, beaucoup de participants ont souhaité que cet instrument ne soit pas limité aux aspects patrimoniaux des unions au moment de la séparation, mais couvre aussi d'autres aspects patrimoniaux de la vie du couple pendant le mariage, comme l'insolvabilité d'un membre du couple, la faillite, les relations avec les tiers, etc.

En ce qui concerne la loi applicable, un consensus se dégagerait sur la possibilité de choisir la loi de sa nationalité, dans le cas où le critère de rattachement par défaut serait celui de la résidence commune des conjoints juste après le mariage. Certains représentants nationaux ont suggéré que figure parmi les critères la notion de « domicile », facteur habituel de rattachement dans le droit de la famille des pays de common law, comme équivalent à la nationalité. Enfin, la Commission pourrait proposer de permettre le choix de la loi applicable à n'importe quel moment, même si des questions demeurent quant à l'opportunité d'un choix après la dissolution du régime.

Quant au choix de juridiction, la Commission proposerait un système cohérent avec ceux prévus par d'autres instruments communautaires, tel que les règlements sur les successions et Bruxelles II bis, de manière à ce que la juridiction compétente pour résoudre la succession ou le divorce, soit aussi compétente pour régler la liquidation du régime matrimonial.

Sur la question de la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires, la Commission ne prévoirait pas la suppression de l'exequatur dans le domaine des régimes matrimoniaux. Enfin, concernant les actes authentiques, la Commission souhaiterait leur pleine reconnaissance tout en offrant la possibilité de contester la validité de ces actes dans le pays d'origine. ■

Bulgaria: launch of a will register

Since 17th October 2009, a central register of wills has been operating in Bulgaria. From now on, notaries will be allowed to record information related to wills directly on the register and to perform searches. Notaries will thus be able to register authentic and holographic wills deposited in their offices. Until the launch of the register, the existence of authentic wills had to be communicated to a registration office ("Service for entering"). 112 offices were available within Bulgaria. Each office kept a ledger recording related to authentic wills (existence and revocation) as well as a second ledger recording related to holographic wills. With the launch of the register, Bulgarian notaries will only have to notify the offices of the wills they receive.

The implementation of such a register is a great achievement for the Bulgarian Notary Chamber and will help the Bulgarian notaries to offer even better services to their clients. Indeed, searches in the register will be performed electronically from the Notary Chamber or from notaries' offices. Thus, the speed of proceedings will increase to the benefit of every citizen.

Registration will be mandatory. The following data will be communicated to the register: testator's family name and first name(s), date and place of birth, testator's address, type of will, date of the will, registration date of the will, name and address of the depository notary. The date of death will also be recorded in the register. Each testator will be identified by an official identification number. Amendments, withdrawals and revocations will be allowed.

Querying the register will only be mandatory upon request from the heirs. Nevertheless, it will be recommended. Citizens from foreign States will be allowed to record their wills in the register. Last but not least, the register will respond to requests from foreign registers. This offers the possibility of a future connection with the European Network of Registration of Wills, a project supported by the Notaries of Europe. ■

Comments

The Notaries of Europe and the priorities of the next European Commission



Credit © European Community

The summer following the European elections seemed warm enough to inspire Jose Manuel Barroso's "Political guidelines for the next European Commission", a document that helped him to obtain the MEP's assent for a new mandate as President of the European Commission. Tackling the effects of the financial crisis goes hand in hand, in his view, with the solutions proposed to boost the sources of growth and cohesion throughout the EU. Altogether these are intended to support a people's Europe. Rights, prosperity and solidarity for Europeans are at the heart of his vision for EU 2020.

In his "Credo" for the next five years, Mr Barroso admits the need for more political cohesion and for "smart regulation to make markets work for people". As the

world still tries to wake up from the nightmare caused by the situation in which the rules were set up by the market players themselves, the challenge for the next College will be to strengthen, with more regulation, the approaches envisaged in the main political areas. According to the President of the European Commission "this will require rules to ensure transparency, fair play and ethical behaviour of economic actors, taking due account of the public interest".

The Notaries of Europe, in their capacity as guardians of public interest in private law relationships, are willing to help fulfil this goal in a European area of civil justice. This role of the notarial profession can be very relevant especially in light of the definition given to smart regulation in Mr Barroso's guidelines. "Smart regulation" should protect the consumers, deliver effectively on public policy objectives without strangling economic operators such as SMEs or unduly restricting their ability to compete.

The President of the next European Commission also intends to boost the

institution's effort in ex ante assessments with public consultations and impact assessment for every new legislative proposal. The notaries will continue to be very active as a profession willing to take part in public debates on important issues for European citizens. In the daily life of Europeans, the notaries are also exercising an ex ante assessment via the legality control performed on different occasions at the request of the national public authorities. Several examples of such a positive intervention of the notary in view of ensuring legal security and trust – both essential ingredients for a smooth functioning of markets – can be given in relation to setting up companies and buying a house.

The Notaries of Europe are looking forward to continuing to support the efforts of the European Commission while hoping that all the lessons of the present will be taken into consideration as regards priorities and further political and legislative action. ■

By Raul Radoi, European Affairs Advisor, National Union of Civil Law Notaries of Romania.

Best practice

A contribution by Spanish notaries to fight and prevent money laundering

On 24 December 2005, Spain's Centralised Money Laundering Prevention Body, the OCP, was put into operation by the General Council of the Spanish Notariat in compliance with an order issued by the Spanish Ministry of Economy and Public Finance. The body has served to channel and optimise cooperation between the Notariat, the Court and official authorities in Spain with responsibility in this field, while also assisting notaries themselves in their individual duties. The OCP therefore has the task of analysing and informing, on behalf of the corresponding notary, of operations where there are indications or suspicions of money laundering.

The body's technical staff are also

charged with analysing the information contained in the Unified Digital Notarial Index, which electronically stores and classifies the content of all public deeds in Spain. The existence of the index allows information from all notary offices in the country to be cross-checked, while fully respecting Spanish data protection legislation.

The OCP has an office in Madrid, staffed by a number of specialists in the fight against such crimes, who work in close coordination by remote electronic means and in real time with the Notarial Certification Agency and its staff of 80 workers based in Barcelona.

The contribution of the Spanish Notariat in this field was highlighted as an

example of best practice by both the Spanish authorities and the Financial Action Task Force (the FATF) in its most recent assessment of Spain in 2005, when the system was in its introductory phase.

The figures speak for themselves: in 2008 the OCP referred 524 operations to the Spanish authorities where there was a suspicion of money laundering offences. Most of the operations where such practices were suspected lay within the field of Commercial Law, in particular in the company and real estate sectors. In addition, over the course of the year, the body dealt with direct requests for information addressed by the Spanish authorities in connection with 8,626 individuals and companies. ■